

Association Croix-Rouge Insertion

Association loi 1901

98 Rue Didot

75014 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mazars

61, rue Henri Regnault

92075 Paris-La Défense Cedex

S.A. au capital de 8 320 000 €

784 824 153 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Deloitte & Associés

6, place de la Pyramide

92908 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. au capital de 2 188 160 €

572 028 041 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Association Croix-Rouge Insertion

Association loi 1901

98 Rue Didot

75014 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Croix-Rouge Insertion relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-la-Défense, le 16 mai 2024

Les commissaires aux comptes

Mazars

DocuSigned by:

D0509D5127C04BE...

Jean-Philippe MATHOREZ

Deloitte & Associés

DocuSigned by:

1BD2485CBEA8402...

Jean-Claude MARTY

COMPTES ANNUELS

2023

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Croix Rouge Insertion

98 rue Didot
75014 Paris

NAF : 9499Z

SIRET : 751703430 00015

Sommaire

| | |
|-------------------------------------|---|
| Sommaire | 1 |
| (NP 2300) - Compte rendu de travaux | 2 |

ETATS FINANCIERS

| | |
|----------------------------|---|
| Bilan Actif | 3 |
| Bilan Passif | 4 |
| Compte de résultat | 5 |
| Compte de résultat (Suite) | 6 |

ANNEXE

| | |
|--|----|
| Règles et méthodes comptables | 7 |
| Etat des immobilisations | 11 |
| Etat des amortissements | 12 |
| Tableau des subventions d'investissement | 13 |
| Etat des provisions et dépréciations | 14 |
| Etat des créances et dettes | 15 |
| Charges à payer et produits à recevoir | 16 |
| Produits et charges constatés d'avance | 17 |
| Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice | 18 |
| Variation des fonds dédiés - Subventions d'exploitation | 19 |
| Variation des fonds dédiés - Contributions financières | 20 |
| Variation des fonds propres art.431-5 | 21 |
| Effectif moyen | 22 |
| Filiales et participations | 23 |

COMPTE RENDU

Mission de présentation des comptes

En notre qualité d'expert-comptable et conformément aux termes de notre lettre de mission en date du 07/11/2023, nous avons effectué une mission de présentation des comptes de l'association **Croix Rouge Insertion** relatifs à la période du **01/01/2023** au **31/12/2023**, qui se caractérisent par les données suivantes :

- . Total du bilan : 15 214 486 €
- . Total des produits d'exploitation : 22 260 800 €
- . Résultat net comptable : -203 247 €

Nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle de l'Ordre des experts-comptables applicable à la mission de présentation des comptes.

Fait à Paris

Le 24/04/2024

Thibault DAVID

Expert-comptable Associé

DAVID
Thibault

Signé numériquement par DAVID
Thibault
DN : cn=DAVID Thibault, c=FR,
o=JEGARD-CREATIS,
email=t.david@jegardcreatis.com
Raison : J'approuve ce document
Date : 2024.04.28 17:30:59 +02'00'

COMPTES ANNUELS

2023

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

ETATS FINANCIERS

Bilan Actif

| Bilan Actif | Du 01/01/2023 au 31/12/2023 | | | Au 31/12/2022 |
|--|-----------------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | Brut | Amort. Prov. | Net | Net |
| Actif immobilisé | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 79 331 | 44 865 | 34 466 | 45 614 |
| Autres immobilisations incorporelles | 12 092 | 12 091 | 1 | 1 |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | 133 113 | 61 423 | 71 690 | 45 847 |
| Constructions | 554 102 | 212 684 | 341 418 | 132 496 |
| Installations techniques, matériel et outillages industriels | 931 243 | 662 475 | 268 769 | 264 361 |
| Autres immobilisations corporelles | 2 412 639 | 1 163 992 | 1 248 647 | 890 198 |
| Immobilisations corporelles en cours | 45 012 | | 45 012 | 57 214 |
| Avances et acomptes sur immobilisations corporelles | 3 133 | | 3 133 | 90 122 |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations et créances rattachées | 683 495 | 682 400 | 1 095 | 1 080 |
| Autres titres immobilisés | 16 546 | | 16 546 | 16 516 |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | 205 361 | | 205 361 | 192 720 |
| TOTAL I | 5 076 066 | 2 839 929 | 2 236 137 | 1 736 167 |
| Comptes de liaison II | | | | |
| Actif circulant | | | | |
| Stocks et encours | 280 044 | | 280 044 | 179 424 |
| Créances | | | | |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | 2 138 117 | 239 649 | 1 898 468 | 1 941 315 |
| Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| Autres | 6 799 425 | 172 896 | 6 626 529 | 3 951 025 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Instruments de trésorerie | | | | |
| Disponibilités | 4 121 233 | | 4 121 233 | 3 215 817 |
| Charges constatées d'avance | 52 076 | | 52 076 | 31 442 |
| TOTAL III | 13 390 894 | 412 545 | 12 978 349 | 9 319 023 |
| Frais d'émission des emprunts IV | | | | |
| Primes de remboursement des obligations V | | | | |
| Écarts de conversion actif VI | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI) | 18 466 960 | 3 252 474 | 15 214 486 | 11 055 190 |

Bilan Passif

| Bilan Passif | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|-------------------|-------------------|
| Fonds propres | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | 128 749 | 128 749 |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | 2 000 000 | 2 000 000 |
| Écarts de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves pour projet de l'entité | 1 290 949 | 1 290 949 |
| Autres réserves | | |
| Report à nouveau | -525 595 | -222 994 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | -203 247 | -302 602 |
| Situation nette | 2 690 856 | 2 894 103 |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissement | 1 447 024 | 1 699 737 |
| Provisions règlementées | | |
| TOTAL I | 4 137 880 | 4 593 839 |
| Comptes de liaison | II | |
| Fonds reportés et dédiés | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| Fonds dédiés | 291 979 | 25 640 |
| TOTAL III | 291 979 | 25 640 |
| Provisions | | |
| Provisions pour risques | 41 150 | 40 941 |
| Provisions pour charges | 119 241 | 84 912 |
| TOTAL IV | 160 391 | 125 853 |
| Emprunts et dettes | | |
| Emprunts obligataires et assimilés | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 728 | 1 610 |
| Emprunts et dettes financières diverses | 2 041 892 | 2 092 320 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 1 337 707 | 1 120 279 |
| Dettes des legs ou donations | | |
| Dettes fiscales et sociales | 1 580 356 | 1 399 977 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 12 316 | 95 192 |
| Autres dettes | 165 896 | 75 251 |
| Instruments de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance | 5 485 341 | 1 525 229 |
| TOTAL V | 10 624 236 | 6 309 858 |
| Écarts de conversion passif | VI | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI) | 15 214 486 | 11 055 190 |

Compte de résultat

| Compte de résultat | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|-------------------|-------------------|
| Produits d'exploitation | | |
| Cotisations | 1 460 | 2 138 |
| Ventes de biens et services | | |
| Ventes de biens | 2 727 361 | 3 017 666 |
| - dont ventes de dons en nature | | |
| Ventes de prestations de services | 4 506 555 | 3 414 570 |
| - dont parrainages | | |
| Produits de tiers financeurs | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 13 077 413 | 12 181 570 |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | |
| Dons manuels | 1 503 | |
| Mécénats | 12 760 | 18 750 |
| Legs, donations et assurances-vie | | |
| Contributions financières | 628 379 | 177 207 |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 1 114 253 | 723 901 |
| Utilisations des fonds dédiés | 25 640 | 139 549 |
| Autres produits | 165 476 | 122 748 |
| TOTAL I | 22 260 800 | 19 798 099 |
| Charges d'exploitation | | |
| Achats de marchandises | 921 015 | 780 403 |
| Variation de stocks | -103 016 | 2 918 |
| Autres achats et charges externes | 4 798 490 | 3 630 683 |
| Aides financières | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 671 069 | 626 718 |
| Salaires et traitements | 12 700 792 | 11 686 957 |
| Charges sociales | 2 059 058 | 1 879 609 |
| Dotations aux amortissements et dépréciations | 555 864 | 575 280 |
| Dotations aux provisions | 138 875 | 40 718 |
| Reports en fonds dédiés | 291 979 | 25 640 |
| Autres charges | 17 406 | 19 335 |
| TOTAL II | 22 051 531 | 19 268 261 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | 209 269 | 529 838 |
| Produits financiers | | |
| Produits financiers de participation | | 12 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 2 475 | 1 126 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL III | 2 475 | 1 138 |
| Charges financières | | |
| Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions | | 632 400 |
| Intérêts et charges assimilées | 86 007 | 17 559 |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL IV | 86 007 | 649 959 |
| RÉSULTAT FINANCIER (III - IV) | -83 532 | -648 822 |
| RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV) | 125 737 | -118 984 |

Compte de résultat (Suite)

| Compte de résultat (Suite) | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|-------------------|-------------------|
| Produits exceptionnels | | |
| Sur opérations de gestion | 60 417 | 298 944 |
| Sur opérations en capital | 29 429 | 20 886 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | 437 716 | 601 793 |
| TOTAL V | 527 561 | 921 622 |
| Charges exceptionnelles | | |
| Sur opérations de gestion | 170 435 | 330 939 |
| Sur opérations en capital | 681 602 | 452 305 |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | | 299 791 |
| TOTAL VI | 852 037 | 1 083 034 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | -324 476 | -161 412 |
| Participation des salariés aux résultats VII | | |
| Impôts sur les bénéfices VIII | 4 508 | 22 206 |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V) | 22 790 836 | 20 720 859 |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII) | 22 994 083 | 21 023 461 |
| EXCÉDENT OU DÉFICIT | -203 247 | -302 602 |

| | | |
|--|--|--|
| Contributions volontaires en nature | | |
| Dons en nature | | |
| Prestations en nature | | |
| Bénévolat | | |
| TOTAL | | |
| Charges des contributions volontaires en nature | | |
| Secours en nature | | |
| Mise à disposition gratuite de biens | | |
| Prestations en nature | | |
| Personnel bénévole | | |
| TOTAL | | |

COMPTES ANNUELS

2023

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

ANNEXE

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 15 214 486 Euros et au compte de résultat de l'exercice, dégageant un résultat de -203 247 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général (règlement ANC 2014-03 et ses additifs) et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018, modifié par le règlement ANC n°2020-08, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Une dérogation aux règles et méthodes comptables exposée dans ces 2 règlements est pratiquée depuis l'exercice 2022, s'agissant de l'enregistrement des quotes-part de subvention d'investissement virées au compte de résultat en exploitation. Cette dérogation est exposée dans le paragraphe subventions d'investissement.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Présentation de l'association

L'association Croix-Rouge insertion a pour objet social de gérer, de promouvoir et de soutenir les activités d'insertion sociale et professionnelle. Elle s'appuie pour cela sur deux dispositifs d'insertion par l'activité économique que sont :

- Les chantiers d'insertion
- Les entreprises d'insertion

Ces dispositifs sont gérés au sein de 13 établissements, répartis sur 12 départements métropolitains. Les structures développent pour cela des activités de production de biens et de services, servant de support à l'insertion professionnelle des salariés en parcours que l'association emploie pour une durée allant de 4 à 24 mois. Les activités économiques sont variées mais structurées au sein de trois grandes filières : les services aux collectivités et aux entreprises, le transport et la logistique, les boutiques/recycleries.

Les chantiers d'insertion ont un modèle économique reposant principalement sur la subvention (70% de subvention pour 30% de chiffres d'affaires). La subvention principale est l'aide au poste que l'État (en co-financement avec les départements) verse aux structures pour financer les salariés en insertion. L'origine des autres subventions est diverse : collectivités, département, Région, État, Europe mais aussi entreprises ou fondations privées.

Les entreprises d'insertion ont un modèle économique reposant principalement sur le chiffre d'affaires (30% de subvention pour 70% de chiffres d'affaires). La subvention principale est l'aide au poste que l'État (en co-financement avec les départements) verse aux structures.

Pour l'accomplissement de ses missions, l'association dispose d'une centaine de permanents et d'un Sièg qui pilote et appuie les différents établissements.

Périmètre de l'agrégation des comptes

L'association CROIX ROUGE INSERTION (CRI) a été créée le 19/10/2011 par la Croix-Rouge Française et le fonds de dotation de la Croix-Rouge Française.

A la date du 31/12/2023, l'association CRI se compose de 14 établissements (1 siège et 13 établissements actifs) :

- Le siège situé au 21 rue de la Vanne, 92120 MONTROUGE
- L'établissement MAÏA & CHARENTE sis à LA COURONNE (16)
- L'établissement BEARN SOLIDARITE sis à PAU (64)
- L'établissement VALORIS TEXTILE sis à BUXEROLLES (86)
- L'établissement CAPDIFE sis à CLERMONT L'HERAULT (34)
- L'établissement IMPULSE TOIT sis à MARSEILLE (13)
- L'établissement IMPULSE TOIT PRECARITE ENERGETIQUE sis à MARSEILLE (13)
- L'établissement ADLIS sis à LUNEVILLE (54)
- L'établissement MAILLON NORMAND sis à PAVILLY (76)
- L'établissement PRE VERT sis à QUETIGNY (21)
- L'établissement LOGISCITE sis à BAGNOLET (93)
- L'établissement APPRO 77 sis à SAVIGNY LE TEMPLE (77)
- L'établissement LA FRINGUE HALLE sis à LE NEUBOURG (27)
- L'établissement VOCATION.S à SARTROUVILLE (78)

Des comptes annuels ont été établis par établissement et une agrégation des comptes a été réalisée au 31/12/2023. Chaque établissement fait appel à ses propres financeurs locaux, comme avant leur intégration dans l'association CRI.

Faits marquants de l'exercice

La situation financière de la filiale VIF Transport & Logistique a amené le Conseil d'Administration de Croix Rouge Insertion à consentir un abandon de créance d'un montant de 599 K€ sur 2023 (dont 465 K€ concerne l'établissement VIF Pantin). Une partie de l'abandon de créances est fait avec clause de retour à meilleure fortune (134 K€)

Croix Rouge Insertion a ouvert un nouvel établissement sur 2023 : Impulse Toit Précarité Energétique

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Création de deux nouveaux établissements en 2024 : une agence locale d'insertion (ALI) et un nouvel établissement en Normandie (Côte d'Albatre).

Les opérations de liquidation judiciaire de la filiale Brise de Terre, détenue à 50% par Croix-Rouge Insertion, sont désormais terminées. Une requête aux fins de clôture pour insuffisance d'actifs a été déposée au Tribunal en date du 10 janvier 2024. Les titres de cette filiale figurant à l'actif de Cri font l'objet d'une dépréciation à 100 % depuis 2021.

Par ailleurs, Croix Rouge insertion n'a pas été en mesure d'obtenir d'informations chiffrées, ni du liquidateur, ni de la filiale Brise de Terre, ni de son co-actionnaire et n'est donc pas en mesure d'estimer un risque complémentaire au-delà des apports initiaux

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production.

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles et incorporelles. Ils sont comptabilisés en charges.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire. La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine

- | | |
|------------------------------------|-------------|
| ● Logiciels | 1 an, |
| ● Aménagements | 3 à 10 ans, |
| ● Agencements des constructions | 5 à 20 ans, |
| ● Installation technique | 5 à 10 ans, |
| ● Matériel et outillage industriel | 1 à 10 ans, |
| ● Matériel de transport | 3 à 5 ans, |
| ● Matériel de bureau | 3 à 10 ans, |
| ● Matériel informatique | 3 à 10 ans, |
| ● Mobilier | 3 à 10 ans. |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production et les amortissements des biens concourant à la production.

Une dépréciation des stocks est, le cas échéant, pratiquée lorsque la valeur de réalisation à la date d'arrêt des comptes est inférieure à la valeur d'entrée ou de production du stock

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les soldes au 31 décembre 2023 des comptes bancaires ouverts au Crédit Coopératif par chaque établissement ont fait l'objet d'une compensation (soldes débiteurs/soldes créditeurs) conformément à la convention de fusion.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les provisions pour dépréciations sont appréciées au cas par cas compte tenu du risque de non-recouvrement évalué à l'arrêt des comptes.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés. Par dérogation au règlement ANC 2014-03, la quote-part des subventions d'investissement viré au compte de résultat est enregistré en produit d'exploitation (compte 7577) en lieu et place des produits exceptionnels (compte 777).

Ce traitement a pour but de donner une image plus fidèle des comptes annuels.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des éléments suivants :

- Les indemnités sont calculées en fonction de la convention collective SYNESI (convention en vigueur chez Croix Rouge Insertion)
- Seuls les salariés permanents et présents au 31 décembre 2023 sont retenus,
- Les salaires de références sont ceux perçus sur la période du 01/1/2023 au 30/12/2023,
- L'augmentation annuelle des salaires est de 2,5% (catégorie cadre et non cadre)
- Le taux de rotation retenu est faible (catégorie cadre et non cadre)
- Le taux de charges sociales patronales est de 46 %
- La table de mortalité est la table réglementaire TV 88/9
- La méthode de calcul est la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (P.B.O)
- Le taux d'actualisation retenu est de 3,17 %

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 119 241 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature ne sont pas valorisées et comptabilisées car leur nature et leur importance ne constituent pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité.

Informations sur les ressources liées à la générosité du public et les contributions financières

L'association ne fait pas appel public à la générosité tel que défini par les articles 3 et 4 de la loi N° 91-772 du 7/08/1991.

À ce titre elle n'est pas soumise à l'obligation de produire dans l'annexe de ses comptes annuels un Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) ainsi qu'un compte d'emploi des ressources (CER).

Elle peut conclure des conventions de mécénat dont les montants figurent dans le compte dédié du compte de résultat. Elle bénéficie par ailleurs d'une aide financière en provenance de la Croix Rouge Française comptabilisés en contribution financière.

Ne dépassant pas 153 K€ de dons collectées en 2023, elle n'est pas soumise à l'établissement d'un état des avantages et ressources en provenance de l'étranger

Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires au titre de la mission légale de commissaire aux comptes se sont élevés à 20 000 € HT au titre de l'exercice 2023. (Pas d'honoraire en 2023 au titre de services autres que la certification des comptes)

Engagements hors bilan

Engagement reçu sur l'établissement MAIA au titre d'une subvention 2024-2025 pour un montant annuel prévisionnel de 50 000 € par an (sous réserves de l'inscription des crédits en loi de finance).

Rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants et bénévoles salariés

En application de l'article article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2023 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 0 euros.

Régime fiscal

L'association n'est pas fiscalisée à l'exception de deux établissements (Logiscité et Valoris) qui relèvent des impôts commerciaux (IS et TVA).

Autres informations

Croix Rouge Insertion fait partie du périmètre de combinaison de la Croix Rouge Française.

Etat des immobilisations

| CADRE A | Valeur brute en début d'exercice | Augmentations | |
|---|-------------------------------------|-------------------------------|------------------------------------|
| | | Réévaluation de l'exercice | Acquisitions créances virements |
| Frais d'établissement et de développement | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | 90 582 | | 840 |
| TOTAL | 90 582 | | 840 |
| Terrains | 94 018 | | 39 095 |
| Constructions : | | | |
| - Sur sol propre | | | |
| - Sur sol d'autrui | 43 763 | | |
| - Générales, agencements et aménagements constructions | 270 512 | | 245 481 |
| Installations : | | | |
| - Techniques, matériel et outillage | 872 561 | | 98 371 |
| - Générales, agencements et aménagements divers | 705 943 | | 543 999 |
| Matériel : | | | |
| - De transport | 791 164 | | 63 229 |
| - De bureau et informatique, mobilier | 310 189 | | 50 773 |
| Emballages récupérables et divers | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 57 214 | | 530 042 |
| Avances et acomptes | 90 122 | | 78 977 |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | |
| TOTAL | 3 235 485 | | 1 649 967 |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | |
| Autres : | | | |
| - Participations | 683 480 | | 15 |
| - Titres immobilisés | 16 516 | | 31 |
| Prêts et autres immobilisations financières | 192 720 | | 21 841 |
| TOTAL | 892 715 | | 21 887 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 4 218 783 | | 1 672 694 |

| CADRE B | Diminutions | | Valeur brute des immos en fin d'exercice | Réval. légale ou éval. par mise en équival. |
|--|----------------|----------------|--|--|
| | Virement | Cession | | Val. d'origine des immo. en fin d'ex. |
| Frais d'établissement et de développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | | | 91 422 | |
| TOTAL | | | 91 422 | |
| Terrains | | | 133 113 | |
| Constructions : | | | | |
| - Sur sol propre | | | | |
| - Sur sol d'autrui | | | 43 763 | |
| - Gales, agencts et aménagt. const. | | 5 654 | 510 339 | |
| Installations : | | | | |
| - Techniques, matériel et outillage | | 39 689 | 931 243 | |
| - Gales, agencts et aménagt. divers | | 630 | 1 249 312 | |
| Matériel : | | | | |
| - De transport | | 50 988 | 803 404 | |
| - De bureau et informatique, mobilier | | 1 040 | 359 922 | |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 539 585 | 2 659 | 45 012 | |
| Avances et acomptes | 158 727 | 7 238 | 3 133 | |
| Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés | | | | |
| TOTAL | 698 312 | 107 899 | 4 079 242 | |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| Autres : | | | | |
| - Participations | | | 683 495 | |
| - Titres immobilisés | | | 16 546 | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | 9 200 | 205 361 | |
| TOTAL | | 9 200 | 905 402 | |
| TOTAL GÉNÉRAL | 698 312 | 117 099 | 5 076 066 | |

Etat des amortissements

| CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice | Montant au début de l'exercice | Augment. | Diminu. | Montant en fin d'exercice |
|--|--------------------------------|----------------|---------------|---------------------------|
| Frais d'établissement et développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | 44 967 | 11 988 | | 56 955 |
| TOTAL | 44 967 | 11 988 | | 56 955 |
| Terrains | 48 171 | 13 251 | | 61 423 |
| Constructions : - Sur sol propre | | | | |
| - Sur sol d'autrui | 25 935 | 4 318 | | 30 254 |
| Installations générales, agencements et aménagements des constructions | 155 844 | 30 186 | 3 599 | 182 431 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriel | 608 201 | 75 343 | 21 069 | 662 475 |
| Installations générales, agencements et aménagements divers | 190 327 | 124 253 | 617 | 313 963 |
| Matériel de transport | 524 429 | 73 659 | 10 626 | 587 462 |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | 202 341 | 60 226 | | 262 567 |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| TOTAL | 1 755 249 | 381 236 | 35 911 | 2 100 574 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 1 800 216 | 393 224 | 35 911 | 2 157 529 |

| CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires | Dotations | | | Reprises | | | Mouvement net des amort. en fin d'exercice |
|--|-----------------------|-------------------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------------------|----------------------------|--|
| | Différentiel de durée | Mode dégressif | Amort. fiscal exceptionnel | Différentiel de durée | Mode dégressif | Amort. fiscal exceptionnel | |
| Frais d'établissement et dvp. | | | | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | | | | |
| Autres postes d'immo. incorp. | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |
| Terrains | | | | | | | |
| Constructions : - Sur sol propre | | | | | | | |
| - Sur sol d'autrui | | | | | | | |
| Inst. gales, agenc. et aménag. des construc. | | | | | | | |
| Inst. tech. mat. et outil. indus. | | | | | | | |
| Inst. gales, agenc. et aménag. divers | | | | | | | |
| Matériel de transport | | | | | | | |
| Mat. de bureau et info. mob. | | | | | | | |
| Emballages récup. et divers | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |
| Frais d'acq. de titres de particip. | | | | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | | | | | | | |
| DOTATIONS NON VENTILÉES | | REPRISES NON VENTILÉES | | | TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ | | |

| CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices | Montant net au début de l'exercice | Augment. | Dot. exercice aux amort. | Montant net en fin d'exercice |
|--|------------------------------------|----------|--------------------------|-------------------------------|
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |

Tableau des subventions d'investissement

| Subventions d'investissement | Montant à l'ouverture de l'exercice | Variations de l'exercice | | Montant à la fin de l'exercice |
|---------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|-------------|--------------------------------|
| | | Augmentations | Diminutions | |
| Montant nominal | 1 955 236 | 171 542 | 262 908 | 1 863 871 |
| Quotes-parts virées au résultat | -255 500 | | 161 347 | -416 846 |

Commentaires : néant

Etat des provisions et dépréciations

| Nature des provisions | Montant au début de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : reprises à la fin de l'exercice | Montant à la fin de l'exercice |
|---|--------------------------------|---|---|--------------------------------|
| Réglementées | | | | |
| - Reconstitution des gisements | | | | |
| Provisions pour : - Investissements | | | | |
| - Hausse des prix | | | | |
| Amortissements dérogatoires | | | | |
| Provisions pour prêts d'installation | | | | |
| Autres provisions réglementées | | | | |
| TOTAL I | | | | |
| Risques et charges | | | | |
| - Litiges | 40 941 | 41 150 | 40 941 | 41 150 |
| - Garanties données aux clients | | | | |
| - Pertes sur marché à terme | | | | |
| - Amendes et pénalités | | | | |
| - Pertes de change | | | | |
| Provisions pour : - Pensions et obligations | 84 912 | 119 241 | 84 912 | 119 241 |
| - Impôts | | | | |
| - Renouvellement des immobilisations | | | | |
| - Gros entretien et grandes révisions | | | | |
| - Charges sociales et fiscales sur congés à payer | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | | | | |
| TOTAL II | 125 853 | 160 391 | 125 853 | 160 391 |

| Nature des dépréciations | Montant au début de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : reprises à la fin de l'exercice | Montant à la fin de l'exercice |
|---|--------------------------------|---|---|--------------------------------|
| Dépréciations | | | | |
| - Incorporelles | | | | |
| - Corporelles | | | | |
| Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations | | | | |
| - Titres mis en équivalence | | | | |
| - Titres de participation | 682 400 | | | 682 400 |
| - Financières | | | | |
| Sur stocks et en cours | | | | |
| Sur comptes clients | 450 343 | 85 419 | 296 113 | 239 649 |
| Sur créances reçues par legs ou donations | | | | |
| Autres provisions pour dépréciation | 347 199 | 77 221 | 251 524 | 172 896 |
| TOTAL III | 1 479 941 | 162 640 | 547 637 | 1 094 945 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | 1 605 794 | 323 031 | 673 490 | 1 255 336 |
| - D'exploitation | | 301 515 | 200 969 | |
| Dont dotations et reprises : - Financières | | | | |
| - Exceptionnelles | | | 437 716 | |

Etat des créances et dettes

| Créances | Montant brut | Liquidité de l'actif | |
|--|------------------|--------------------------|-------------------------|
| | | Échéances à moins d'1 an | Échéances à plus d'1 an |
| De l'actif immobilisé | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres immobilisations financières | 205 361 | | 205 361 |
| De l'actif circulant | | | |
| Clients et usagers douteux ou litigieux | 254 112 | 254 112 | |
| Clients, usagers et comptes rattachés | 1 884 005 | 1 884 005 | |
| Reçues sur legs ou donations | | | |
| Personnel et comptes rattachés | 23 051 | 23 051 | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 519 | 519 | |
| Impôts sur les bénéfices | 1 043 | 1 043 | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 35 039 | 35 039 | |
| Autres impôts, taxes et versements assimilés | 268 | 268 | |
| Divers | 2 213 185 | 2 213 185 | |
| Confédération, fédération, union, associations affiliées | 16 902 | 16 902 | |
| Débiteurs divers | 4 509 418 | 4 509 418 | |
| Charges constatées d'avance | 52 076 | 52 076 | |
| TOTAL | 9 194 979 | 8 989 618 | 205 361 |

| Dettes | Montant brut | Degré d'exigibilité du passif | | |
|--|-------------------|-------------------------------|-------------------------|---------------------------|
| | | Échéances à moins d'1 an | Échéances à plus d'1 an | Échéances à plus de 5 ans |
| Emprunts obligataires et assimilés | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : - A 1 an max. à l'origine - A plus d'1 an à l'origine | 728 | 728 | | |
| Emprunts et dettes financières diverses | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 1 337 707 | 1 337 707 | | |
| Dettes des legs ou donations | | | | |
| Personnel et comptes rattachés | 605 796 | 605 796 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 679 049 | 679 049 | | |
| Impôts sur les bénéfices | | | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 74 555 | 74 555 | | |
| Autres impôts, taxes et assimilés | 220 956 | 220 956 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 12 316 | 12 316 | | |
| Confédération, fédération, union, associations affiliées | 2 041 892 | 2 041 892 | | |
| Autres dettes | 165 896 | 165 896 | | |
| Produits constatés d'avance | 5 485 341 | 5 485 341 | | |
| TOTAL | 10 624 236 | 10 624 236 | | |

Charges à payer et produits à recevoir

| Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan | Exercice clos le | Exercice clos le |
|---|------------------|------------------|
| | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | |
| Emprunts et dettes financières diverses | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 489 939 | 392 610 |
| Dettes des legs ou donations | | |
| Dette fiscales et sociales | 806 065 | 706 894 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 154 796 | 63 997 |
| TOTAL | 1 450 801 | 1 163 501 |

| Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan | Exercice clos le | Exercice clos le |
|---|------------------|------------------|
| | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
| Créances rattachées à des participations | | |
| Autres titres immobilisés | | |
| Prêts | | |
| Autres immobilisations financières | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 209 540 | 341 512 |
| Créances reçues par legs ou donations | | |
| Autres créances | 4 490 490 | 262 647 |
| Valeurs mobilières de placement | | |
| Disponibilités | 28 | |
| TOTAL | 4 700 058 | 604 159 |

Produits et charges constatés d'avance

| Produits constatés d'avance | | Exercice clos le | Exercice clos le |
|-----------------------------|---|------------------|------------------|
| | | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
| Produits : | - D'exploitation - Financiers - Exceptionnels | 5 485 341 | 1 525 229 |
| TOTAL | | 5 485 341 | 1 525 229 |

| Charges constatées d'avance | | Exercice clos le | Exercice clos le |
|-----------------------------|--|------------------|------------------|
| | | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
| Charges : | - D'exploitation - Financières - Exceptionnelles | 52 076 | 31 442 |
| TOTAL | | 52 076 | 31 442 |

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice

| | Union européenne | État | Collectivité territoriale | CAF | Autres | TOTAL |
|------------------------------|------------------|-------------------|---------------------------|-----|----------------|-------------------|
| Concours Publics | | | | | | |
| Subventions d'exploitation | 800 668 | 10 394 968 | 1 597 848 | | 283 930 | 13 077 414 |
| Subventions d'investissement | | | | | | |
| TOTAL | 800 668 | 10 394 968 | 1 597 848 | | 283 930 | 13 077 414 |

Commentaires : néant

Variation des fonds dédiés- Subventions d'exploitation

| Subventions d'exploitation | À l'ouverture de l'exercice | Reports | Utilisations | | Transferts (1) | À la clôture de l'exercice | |
|--|-----------------------------|-----------------------------|----------------|----------------|----------------|-----------------------------|---|
| | | | Montant global | dont rembours. | | Montant global (2) | dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices |
| Conseil Départemental 93 (Logic MAIA CHARENTE - Panier Repas Dispositif ALI - siège | | 37 610 92 711 140 007 | | | | 37 610 92 711 140 007 | |
| TOTAL | | 270 328 | | | | 270 328 | |
| (1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif | | | | | | | |
| (2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts | | | | | | | |

Variation des fonds dédiés - Contributions financières

| Contributions financières d'autres organismes | À l'ouverture de l'exercice | Reports | Utilisations | | Transferts (1) | À la clôture de l'exercice | |
|--|--------------------------------|---------|-------------------|------------------|-------------------|----------------------------|--|
| | | | Montant global | dont rembour. | | Montant global (2) | dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices |
| Adlis | | 8 826 | | | | 8 826 | |
| Maia Charente Panier Repas | | 12 826 | | | | 12 826 | |
| Conseil Départemental 93 (Logis | 25 640 | | 25 640 | | | | |
| TOTAL | 25 640 | 21 652 | 25 640 | | | 21 652 | |
| (1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif | | | | | | | |
| (2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts | | | | | | | |

Variation des fonds propres art.431-5

| Variation des fonds propres | Montant en début d'exercice | Affectation du résultat | Augmentations | Diminutions ou consommations | Montant en fin d'exercice |
|--|-----------------------------|-------------------------|----------------|------------------------------|---------------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | 128 749 | | | | 128 749 |
| Fonds propres avec droit de reprise | 2 000 000 | | | | 2 000 000 |
| Écarts de réévaluation | | | | | |
| Réserves | 1 290 949 | | | | 1 290 949 |
| - dont réserves des activités sociales et médico sociales | | | | | |
| Report à nouveau | -222 994 | -302 602 | | | -525 595 |
| - dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales | | | | | |
| Excédent ou déficit de l'exercice | -302 602 | 302 602 | | -203 247 | -203 247 |
| - dont excédent ou déficit des activités sociales et médico sociales | | | | | |
| Situation nette | 2 894 103 | | | -203 247 | 2 690 856 |
| Dotations consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | 1 699 737 | | 171 542 | 424 255 | 1 447 024 |
| Provisions réglementées | | | | | |
| TOTAL | 4 593 839 | | 171 542 | 221 008 | 4 137 880 |

Commentaires : néant

Effectif moyen

| Catégories de salariés | Salariés | En régie |
|-----------------------------------|----------|----------|
| Cadres | 36 | |
| Agents de maîtrise et techniciens | | |
| Employés | 519 | |
| Ouvriers | | |
| Apprentis sous contrat | | |
| TOTAL | 555 | |

Commentaires : néant

Filiales et participations

| Informations financières | Capital | Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats | Quote-part du capital détenue (en %) | Valeurs comptables des titres détenus | | Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés | Montant des cautions et avals donnés par la société | Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé | Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) | Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice |
|---|---------|--|--------------------------------------|---------------------------------------|-------|--|---|--|--|--|
| Filiales et participations | | | | Brute | Nette | | | | | |
| Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessus | | | | | | | | | | |
| Filiale (+ de 50 % du capital détenu par la société) | | | | | | | | | | |
| SASU VALORIS INTERIM | 25 000 | -25 262 | 100.00 | 25 000 | 0 | | | | -716 | |
| VIF TRANSPORT | 632 400 | -959 146 | 100.00 | 632 400 | 0 | | | 2 377 942 | -255 012 | |
| Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société) | | | | | | | | | | |
| SAS BRISE DE TERRE | 50 000 | | 50.00 | 25 000 | 0 | | | | | |
| Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations. | | | | | | | | | | |
| 1. Filiales non reprises au § A | | | | | | | | | | |
| a. Françaises | | | | | | | | | | |
| b. Étrangères | | | | | | | | | | |
| 2. Participations non reprises au § A | | | | | | | | | | |
| a. Françaises | | | | | | | | | | |
| b. Étrangères | | | | | | | | | | |

Commentaires : néant